LUTTER!

ALTERNATIVE LIBERTAIRE

La première pierre de la nouvelle organisation est posée.

Bimensuel de l'Union des Travailleurs Communistes Libertaires-n°162/163- 22 juin 1990-ISSN 0982-7048-12F

FASCISME, RACISME

LE ROUGE EST MIS

Il y aura désormais un "avant" et un "après" Carpentras. Mais pas dans le sens où on pouvait l'espérer : la première émotion passée, se révèle l'ampleur de la gangrène. Combattre le racisme et le fascisme devient dès lors un enjeu prioritaire.

L'affaire de Carpentras a soulevé une émotion, une indignation massives. Indépendamment des déclarations d'une classe politique pouvant là s'en tirer à bon compte devant ses responsabilités quant à la montée du racisme et du fascisme, il y a lieu de s'interroger sur les particularités de cet évènement, et en quoi il marque un tournant dans la vie politique et sociale française.

L'acte en lui-même : il rappelle de lointaines barbaries moyenâgeuses, pourchassant une communauté jusque dans la mort. En s'en prenant à des cadavres, les auteurs de la profanation commettent un double crime : la communauté juive, symbole fantasmatique de la différence, d'une "étrangeté irréductible" n'aurait droit ni à la vie, ni même à la mort. Sa *mémoire* doit être souillée parce que certains veulent effacer jusqu'à la *mémoire de son existence.*

L'antisémitisme est une forme particulière, spécifique du racisme. Il a des racines lointaines, séculaires. Le rôle joué par la religion chrétienne dans l'organisation de l'antisémitisme comme fonction "expiatrice", le juif étant désigné comme bouc émissaire, a été essentiel. Le peuple juif a été tout au long de l'Histoire constamment pris en otage, à la fois honni par la Cité mais indispensable à son fonctionnement économique et réguliè-

rement massacré, sous l'oeil bienveillant de la bourgeoisie qui voyait là une excellente diversion quant à l'expression des tensions sociales (1).

Et voici, en pleine "modernité" capitaliste de cette fin de siècle, que ressurgit cette haine ancestralement entretenue. Une haine qui trouva sa "théorisation" contemporaine dans le nazisme. La lecture de *Mein Kampf* d'Hitler ne laisse planer aucune ambiguité : la "solution finale", c'est à dire le projet d'extermination systématique et totale du peuple juif y figure clairement. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'Holocauste a rendu "tabou" l'antisémitisme. Ce qui ne veut pas dire que celui-ci ait cessé d'exister. Sa résurgence affirmée sans détour en France (mais aussi en Europe, y compris à l'Est avec la fin du stalinisme) procède d'une terrible "déculpabilisation". De nombreux facteurs font que celle-ci a été rendue possible. Le racisme "banal", *ordinaire*, essentiellement anti-arabe et anti-noir, basé sur une décolonisation mal digérée trouve son prolongement "naturel" dans le retour d'une forme de racisme longtemps inavouable : justement parce qu'il n'y a pas de "hiérarchie" en ce domaine.

Plus d'une centaine de meurtres de maghrébins ont tracé la voie de cette déculpabilisation. La classe politique dans son ensemble est responsable à divers titres, à différents degrés, par son silence, sa complaisance ou sa complicité, du péril raciste.

Depuis des années, des falsificateurs de l'Histoire se drapent derrière une prétendue étude scientifique, arguant d'une prétendue "liberté de recherche" afin de réhabiliter le nazisme, de le *banaliser*. Car faire sauter le verrou moral de la *Shoah*, c'est pouvoir faire du fascisme un courant politique "d'opinion" *comme les autres* . Le fait qu'aujourd'hui un parti fasciste pèse électoralement entre 15% nationalement et 30% localement tout en défendant ouvertement les thèses "révisionnistes" est particulièrement grave et révèle l'état de décomposition, en terme de mémoire historique et de tissu social, d'une société qui a fait de la "modernité" son aiguillon unique et qui de fait favorise tous les replis, les tribalismes religieux ou politiques.

La social-démocratie a une responsabilité majeure dans cette situation, en ayant procédé à la destructuration des référents "socialistes"(réformistes, certes, mais néanmoins chargés d'aspirations à la transformation sociale), en s'étant fait le principal, voire le plus zélé et en tout cas le plus efficace artisan de la réhabilitation du capitalisme.

Derrière l'affaire de Carpentras, au premier plan, les travailleurs immigrés sont concernés : comme *cibles désignées et victimes vivantes* .

Personne ne s'y est d'ailleurs trompé.

L'IMMIGRATION, ENJEU POLITIQUE

Sous prétexte d'opposer un "front du refus" au racisme, Rocard a pu ainsi enfin organiser sa Table ronde... sur le dos des immigrés. *Exit* le droit de vote, l'assimilation pure et simple (par la naturalisation) est censée résoudre le problème.

Les glissements progressifs de la gauche sur la question de l'immigration sont symptômatiques : Mauroy, Fabius, Rocard, Mitterrand, ont ces dernières années multiplié les "ouvertures" vers la droite qui elle-même écoutait de plus en plus le Front national. Contrôles plus stricts des flux migratoires, frontières renforcées : entre Joxe et Pasqua, si le discours varie, la méthode ne change pas. Rocard affirme que la France ne peut *"héberger toute la misère du monde"*; Mauroy fait des ouvriers de Talbot des intégristes, des pauvres bougres manipulés par les ayatollahs; Mitterrand souhaite la bonne année en ouvrant la chasse aux "clandestins" et reprenant à son compte la notion de "seuil de tolérance" appliquée par les municipalités dirigées par le PCF depuis les années soixante-dix...

Le message est simple et s'appuie sur tous les fantasmes anti-arabes, exprimés notamment lors de "l'affaire du foulard" à l'école : le tiers-monde est à "nos" portes, prêt à "nous" submerger.

La potion "antiraciste" de la gauche se résume ainsi à une très jacobine et très bourgeoise assimilation républicaine. Ce n'est donc même plus d'intégration dont il est en réalité question, car l'intégration peut supposer le respect, la co-existence et l'échange de cultures différentes à l'intérieur d'une règle commune et collective définie par tous. Mais *d'uniformisation* dans une société qui semble supporter de moins en moins la différence, vivant celle-ci comme une contestation et donc une mise en péril potentielle.

Sans Arabes, sans étrangers, sans *différences*, il n'y aurait pas de racisme, comme le disait en substance Alain Juppé du RPR. CQFD. Outre que cela reste à démontrer (le FN réalise de très bons scores y compris dans des régions où l'immigration est inexistante), ce raisonnement ubuesque accrédite l'idée que s'il y a racisme, les immigrés en sont les premiers responsables.

Il y a, en France, un vrai consensus... contre l'immigration. Alors que le FN "théorise" l'impossibilité de l'intégration (reprenant la logique des "laboratoires à idées" de la nouvelle droite, avec l'alibi du racisme "culturel"), la droite met clairement en doute sa possibilité ("la plupart ne désirent pas s'intégrer" affirme Pasqua)... et la gauche laisse faire. Quand elle agit, ce n'est pas mieux!

FAUX FRONT ANTI-FASCISTE ET VRAI CONSENSUS

Au lendemain de l'énorme manifestation parisienne du 14 mai, chacun dans les médias y est allé de son couplet consensuel. Manque de chance, alors que *L'Evènement du jeudi* titrait *"La France contre le racisme"*, les profanations et actes antisémitesou racistes allaient se multipliant. Alain Duhamel a beau écrire dans le *Parisien libéré* que *"la France n'est pas un pays antisémite ou raciste, des Français le sont"*, l'émotion sincère et massive d'une grande partie de la population ne doit pas masquer le racisme ordinaire, vécu au quotidien par les Africains et les Maghrébins, par tous ceux dont la couleur de peau inspire le rejet. Quand on y regarde de plus près, les sondages, qu'il faut certes lire avec beaucoup de précaution, sont pourtant édifiants sur l'attitude "des Français" à l'égard de l'antisémitisme, de l'immigration ou des thèmes chers à Le Pen; et les "minorités" ne sont pas toujours, hélas, là où on les croit...

En cohérence avec le républicanisme bourgeois, assimilationniste, les arguments de l'antiracisme *soft* sont chargés d'un nationalisme à peine voilé, faisant vibrer la corde sensible de la "Patrie des Droits de l'Homme": il ne faut pas laisser à Le Pen le monopole du drapeau tricolore; *"On aime tous le même pays"* affiche SOS-Racisme. Ce jeu du "plus Français" révèle, à gauche, le vide politique et l'absence d'une volonté sociale de transformation. Il fait appel à Tapie, patron de choc, chargé de pourfendre Le Pen sur son propre terrain et avec le même type d'armes. Il fétichise l'Etat-Nation et ressemble curieusement à l'idéologie coloniale d'antan. Le paysage politique, à gauche, rappelle la triste période de Guy Mollet.

A droite, il est marqué par une décomposition et une crise sans précédent depuis le début de la Vème République. ***Il n'y a pas, de fait, de "Front républicain" anti-fasciste mais un vrai consensus anti-immigrés derrière un faux unanimisme antiraciste.*** La droite dans son ensemble est totalement compromise, et la social-démocratie -toujours prête à de nou velles capitulations- ainsi que la direction stalinienne du PCF ont suffisamment joué les apprentis sorciers. Pour qu'il y ait Front anti-fasciste, encore faudrait-il qu'il y ait un antifascisme conséquent. Or, depuis dix ans, l'idéologie dominante a été marquée par de profonds reculs. A gauche (Fondation St Simon) comme à droite (club de l'Horloge, nouvelle droite),"l'anti-égalitarisme" a triomphé, portant aux nues sous ses diverses variantes le libéralisme économique. Ce qui resitue la question du racisme au coeur même des rapports de classes. A ses derniers *Etats-généraux*, la droite -"républicaine"- théorisait ouvertement l'Apartheid social pour les travailleurs immigrés. Souvenons-nous comment la gauche s'en est prise au regroupement familial. Déjà se profile la victoire feutrée de la "préférence nationale" souhaitée par le FN. Tout ceci doit être rappelé, à l'heure où certains, sincèrement ou pas, pourraient être séduits par le républicanisme bon teint.

LA PESTE BRUNE

Y a-t-il un danger fasciste en France?

Désormais la question se pose brutalement et le temps paraît déjà loin où les médias qui font "l'opinion" ricanaient à l'évocation des prétentions Elyséennes de Le Pen, eludant délibérément le problème. Car l'électrochoc de Carpe ntras n'a en rien enrayé la persistance et la montée du Front national. A Villeurbanne, c'est de plus une tête de liste "révisionniste" qui s'est retrouvée face au PS, loin devant la droite. Enfin, après la victoire des intégristes en Algérie et l'exploitation que ne manqueront d'en faire *et* le FN *et une bonne partie de la classe politique*, tous les délires et dérapages anti-immigrés sont possibles. Déjà, dès après Carpentras, les loups étaient lâchés : affaire de Royan, tabassage d'une jeune femme dans le RER... La "déculpabilisation" est en marche : *"ce repli, loin d'être frileux, est l'offensive même"* (2). Les inquiétudes exprimées au congrès de la FASP (3), pourtant majoritaire dans la Police, sur la montée de l'extrême-droite sont par ailleurs à prendre tout à fait au sérieux.

Y a-t-il danger fasciste?

La question elle-même est piégeante. Trop souvent, par la réelle nécessité du rappel de l'expérience historique, elle a

tendance à considérer que l'Histoire se répète selon des "lois" immuables. Or, la France de 1990 n'est pas l'Allemagne des années 30. Elle n'est certes pas un pays ruiné par la guerre. Pourtant, en politique, rien n'est jamais totalement irréversible. Et, si la crise des années 70-80 sem ble s'être stabilisée, cela s'est produit par l'instauration durable d'une société duale,tant à l'intérieur des cadres nationaux que sur le plan international avec la division du travail. De plus, "l'embellie" capitaliste reste très fragile dans un paysage financier et économique mondial hautement instable. Que l'on se souvienne de la panique provoquée par le krach de 87, ou les plus récents soucis du G7 (4). Les beaux discours "humanistes" de la bourgeoisie ne résisteraient pas longtemps à une tempête de récession. Avec les tensions, à l'Est, et celles qui peuvent à tout instant se multiplier sur l'axe Nord-Sud, le militarisme, les nationalismes et les intégrismes de toutes sortes pourraient trouver là un terrible essor.

Nous n'en sommes - pour l'instant- pas là. Mais la politique de l'autruche en la matière est criminelle.

Sur fond de décomposition de la gauche traditionnelle et de crise historique du mouvement ouvrier, tout reste à faire pour construire un *antifascisme de masse*, associant le plus largement possible la base de la société; *et de classe*, porteur d'une dynamique de rupture anti-capitaliste. Les travailleurs et les jeunes n'ont rien à attendre des politiciens et des bureaucrates : ils ne devront compter que sur leurs propres forces. Sur tous les fronts du quotidien, dans les quartiers, les entreprises, les écoles, c'est d'abord par leur propre contre-pouvoir social qu'ils pourront réveiller les gisements de disponibilités *-et ils sont énormes* - inexploités par cause de trop d'espoirs déçus, de rancoeurs et de défaites. Par leur mobilisation, dans la rue, et leur vigilance incessante, ils pourront réunir les conditions pour faire reculer la peste brune qui avance.

La tâche est immense et difficile : mais elle est la seule qui soit réaliste.

Marco SAZZETTI

(1) La religion chrétienne interdisait le commerce de l'argent. *L'antisémitisme allemand* , Pierre Sorlin, Flammarion.

(2) *Au Front*, Anne Tristan, Folio.

(3) Fédération autonome des syndicats de police.

(4) Groupe des sept pays les plus riches.

A Paris, l'UTCL et le CJL étaient présents aux manifestations de "l'après Carpentras" : le dimanche 13 mai, à celle appelée par la LCR et le lundi 14 afin de faire entendre une autre voix que celle, consensuelle et hypocrite, de la classe politique, au sein d'une nécessaire manifestation de masse. Notre organisation était également mobilisée à Toulouse, Rouen, Orléans...

A lire absolument :

- trois articles d'***Alain Bihr*** : dans le numéro commun *Noir et rouge/Réflexe* (sur l'électorat du FN); dans la dernière livraison d'*Article 31* (qui fait peau neuve avec des cahiers thématiques trimestriels, ce premier numéro est consacré aux *"Théocrates"*, aux intégrismes religieux) et dans le *Monde diplomatique* de juin, sur l'extrême-droite européenne.
- le dernier numéro de ***Tribune anarchiste communiste***, où nos camarades, dans un long article, posent la question : *"un nouveau fascisme est-il en train de naître?"*

LE PROJET COMMUNISTE LIBERTAIRE

A l'heure des bouleversements dans les pays de l'Est, le Projet communiste libertaire est l'outil approprié pour comprendre ce qui se passe et ne pas se leurrer : ce qui s'écroule, de l'autre côté du rideau de fer, ce n'est pas le communisme, ni même le socialisme, c'est le capitalisme d'Etat. Et rien d'autre.

Le Projet communiste libertaire, c'est un point de vue contemporain sur l'autogestion, la démocratie, le socialisme. Première tentative libertaire depuis de longues années, de proposer de façon développée, une perspective cohérente et globale, ce texte a été adopté, après plusieurs années de travail collectif, par le IV° congrès de l'UTCL, en mars 86.

300 pages. 78F (50F pour les lecteurs de LUTTER!)
port compris.
A commander au "Fil du temps"
BP 602
75530 Paris cedex 11

SYNDICALISME ALTERNATIF

CRC
EN AVANT TOUTES !

Ne dites plus "fédération régionale"...
A son congrès, le CRC vient de se constituer au niveau national.

Un an après sa constitution en Fédération régionale Ile de France, la fédération syndicale issue des grandes luttes de la Santé de l'automne 88, qui avait voulu garder le sigle *CRC* issu de la CFDT tout en modifiant sa signification (le *Comité régional de coordination* des syndicats santé-sociaux d'Ile de France radié par la CFDT pour sa trop grande indépendance vis à vis du gouvernement Rocard, en syndiquant dès lors des salariés que l'image nationale de la CFDT rebutait, indiquait sa démarche de reconstruction par ces trois mot : *Coordonner, Rassembler, Construire*) a étendu son champ de syndicalisation à une échelle nationale dont les limites elles-mêmes ont fait l'objet d'un débat, principalement sur le plan géographique et secondairement sur le plan professionnel.

Les limites du secteur Santé-sociaux se trouvent plutôt du côté *so ciaux* où certains salariés peuvent hésiter sur leur appartenance à telle ou telle branche syndicale professionnelle, étant à la charnière entre les collectivités territoriales et le secteur Santé. Mais ce débat étant plutôt tranché par l'évolution institutionnelle (statuts) la liberté de choix était plus effective en ce qui concerne les limites géographiques : fallait-il accepter l'éventualité de syndicats CRC à l'intérieur des frontières légales actuelles, peut-être par "pragamatisme", c'est à dire se trouver en contradiction avec un discours et des pratiques anti-colonialistes, sous le prétexte qu'une voix est toujours bonne à prendre, qu'elle soit prise en Guadeloupe, en Nouvelle-Calédonie ou dans l'Ile de la Cité?

Le troisième et *dernier* congrès de la fédération régionale tenu à Paris le 27 avril a répondu de la manière suivante : *"Le champ de syndicalisation de la Fédération nationale est délimité par les frontières géographiques de la France métropolitaine, le secteur sanitaire et social, public et privé ."*

Un amendement proposant de supprimer *"métropolitaine"* a été rejeté par 74% des suffrages exprimés. Ce qui ne veut pas dire qu'un quart du CRC accepte l'héritage colonial : pour certains il va sans dire que la France se réduit, d'un point de vue syndical authentique, à l'hexagone; mais une majorité a pensé *"ça va mieux en le disant"*, ce qui devrait favoriser une relation *non concurrentielle* avec le Syndicat des travailleurs corses par exemple.

Les votes ayant eu lieu sur la base des timbres payés en 1989, n'ont concerné que la douzaine de syndicats CRC constitués en ce moment en Région parisienne. Les nouvelles structures créées en Province, si elles ont pu s'exprimer à ce congrès pour quelques unes d'entre elles, devront probablement attendre juin 91, date prévue pour le 1er congrès national, pour peser par leurs mandats sur les choix de la fédération.

Juin 91, ce sera environ trois mois après les élections des hospitaliers publics qui forment les gros bataillons du secteur Santé, ce qui explique l'importance de cette échéance. Ainsi, le congrès du printemps 90 *"ouvre, en matière de fonctionnement, une période transitoire (...) axée principalement sur : la construction de la Fédération nationale, la préparation et la réussite aux élections aux commissions paritaires de 91; cette période transitoire prendra fin lors du 1er congrès national de la fédération CRC qui devrait pouvoir se tenir en juin 91. C'est alors que seront définis et adoptés par toutes les structures adhérentes de la fédération les orientations et les statuts de la Fédération nationale CRC" .*

SYNDICAT UNIQUE ?

En attendant, fort d'un test électoral positif pour le renouvellement des sièges à la CNRACL (*Caisse de retraite des collectivités locales*) en octobre dernier où les nombreux handicaps consécutifs à la perte d'une appartenance confédérale n'ont pas empêché le CRC de glaner 14% des voix *titre IV* sur toute l'Ile de France, celui-ci retrouve à nouveau une identité comparable à celle du syndicat postier SUD qui avait dû s'organiser nationalement beaucoup plus vite au vu d'une échéance électorale majeure. Une coopération étroite lie d'ailleurs les deux fédérations.

Mais revenons au congrès lui-même. Il n'a pas échappé, malgré une bonne tenue d'ensemble à quelques travers. Parmi eux : la persistance dans le maintien d'horizons chimériques, notamment celui d'une *"fédération unifiée de la Santé"* avouée comme perspective à long terme et dont la formulation majoritaire à près de 60% prétend *"regrouper la grande majorité des salariés du secteur sanitaire et social dans laquelle se retrouvent les non-syndiqués et les syndiqués de la CGT, de la CFDT, de FO, des Autonomes, de la CFTC et du CRC" .*

Un regret donc : que le texte ne mentionne pas la véritable *Révolution culturelle* qui serait nécessaire au préalable, pour y aboutir. A moins que ce regroupement soit quasiment sans contenu, ou qu'il se fasse par de multiples scissions plus ou moins bureaucratiques. L'idée sous-jacente à cette fédé unifiée est un écho plus ou moins lointain, sans doute, de la trilogie *"une seule classe, un seul syndicat, un seul Parti"* qui a fait ses sinistres preuves... Le salariat fait-il des prolétaires de 1990 une classe aussi homogène, "justifiant" un tel monoli-

thisme? Non ! Une militante de la Seine St Denis a fait preuve de réalisme en insistant sur l'idée de *"ne pas réintégrer CFDT ou CGT, car les salariés ne seraient pas d'accord"*.

En effet, si la division syndicale en "boutiques" doit être combattue, on ne peut faire l'impasse sur la réalité des pouvoirs bureaucratiques et sur les fonde ments notamment idéologiques qui les sous-tendent. Sans critique théorique et en actes du bureaucratisme, les *apparat chiks* se maintiennent et vont jusqu'à éliminer ceux qui ne voient que l'intérêt général des travailleurs. La fédé unifiée de la Santé apparaît alors comme un slogan incantatoire, peu utile, même tactique ment. La *"Centrale unique"* n'a peut-être d'autre fonction que celle de ressouder les rangs d'une idéologie trotskyste malme née par l'Histoire ces derniers temps. On est alors assez loin du syndicalisme...

L'Histoire, justement, tranchera. D'autant que *"l'unité d'action dans les entreprises (...) répond aux exigences exprimées par les salariés dans les coordinations et à un niveau de masse dans les établissements, exigences de démocratie, d'unité d'efficacité, de force et de maîtrise par eux-mêmes de la forme d'organisation"* indique une des résolutions de congrés. Et que le syndicalisme à construire *"ne peut se concevoir en dehors d'une dimension interprofessionnelle, seule capable de répondre aux enjeux de toutes les mutations actuelles de la société et d'être porteuse d'un projet mobilisateur de transformation sociale"* dit-on avec justesse.

Comme le notait avec pertinence un délégué *"pourquoi n'y a-t-il pas d'effet-retour plus important des coordinations sur notre syndicalisme?"* Toute la question à résoudre est en effet de se défaire d'une image dégradée du syndicalisme, qui pourrait être l'auto-organisation permanente des travailleurs mais que ceux-ci pour la plupart ne reconnaisssent plus comme tel, y opposant parfois la "nouvelle" forme des coordinations.

En tous cas, l'alternative syndicale avance et se construit patiemment. Le CRC en sera un des éléments importants.

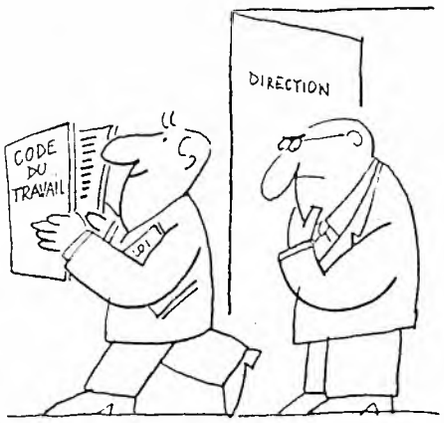
Bernard MATIC

■

L'ALTERNATIVE SYNDICALE EXISTE AUSSI A LA BNP !

Il y a le CRC dans la Santé, le SUD aux PTT, le SNPIT à Air Inter, la multiplication de syndicats de lutte avec des implantations massives à la base. C'est le cas aussi à la BNP, comme l'atteste ce communiqué que des militants du SDB nous ont adressé.

*"1978, création du **SDB*** (Syndicat démocratique des banques). De nombreux militants exclus en 1977 ont décidé de conserver un nouveau syndicat sur Paris afin de préserver le courant de lutte autogestionnaire qu'ils représentaient. Le SDB fut alors crée vers la fin de 1978. Depuis après moultes procédures il a obtenu une représentativité et des élus dans plusieurs centraux et agences de Paris.



Contacts : R. Dozière 40 82 63 63
JC Roger 40 14 42 32

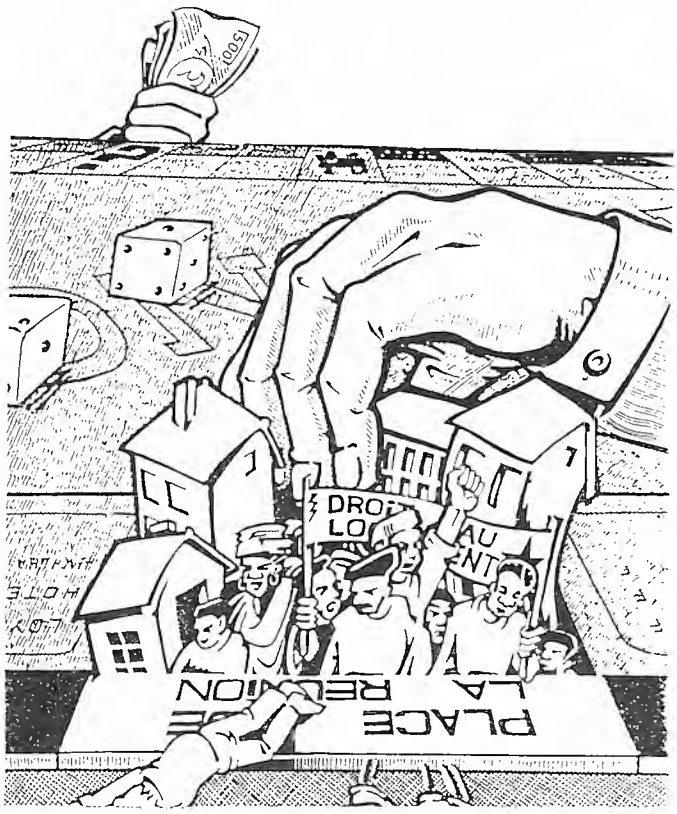
*1987, création du **SADEB*** (Syndicat autonome de défense des employés de banque). Suite à des dissenssions avec les structures CFDT sur les orientations et la pratique syndicale (dissolution du syndicat des banques d'Ille et Vilaine), des militants de la BNP, avant leur exclusion, décidèrent de créer un syndicat autonome afin de continuer à oeuvrer pour la défense du personnel de la région. Les statuts du SADEB furent alors déposés en février 87. Après de multiples procédures menées tant par la direction que par toutes les organisation syndicales, le SADEB était reconnu représentatif en mars 89 et obtenait la majorité aux élections professionnelles du Comité d'entreprise et des délégués du personnel (plus de 60% des voix).
Contacts : JP Leguerinel 99 79 04 40 p.359
Y. PRODAULT 99 78 27 92

*1990, création du **SABL*** (Syndicat autonome des banques de Lyon et sa région). Le conflit de janvier 90 et la signature du "protocole" trahissant les aspirations du personnel de Lyon ont amené à la création du syndicat autonome des banques de Lyon et région en mars 90. Déjà de nombreux adhérents...
Contacts : B. Paris 78 68 43 32
R. Viprey 78 68 43 57

*Depuis plus de dix ans **l'Alternative syndicale** est en marche à la BNP, après le **SDB** à Paris, le **SADEB** à Rennes, c'est au tour de **la région de Lyon** de créer un syndicat en rupture avec les confédérations "dites représentatives" et ce n'est pas fini : **d'autres initiatives sont en préparation...**"*

■

CHASSE A L'HOMME



La chasse au pauvre continue. La lutte aussi. Et cela fait plus d'un mois que les familles expulsées campent place de la Réunion, depuis plus de 3 semaines devant la mairie du XIX° et au pied du sacré-coeur.

La bataille des plus pauvres dérange...

Des "fuites" au sein du PS local nous a permis de prendre connaissance d'un document interne,qui a aujourd'hui fait le tour de Paris,et dont l'analyse, s'il elle ne représente pas la tendance majoritaire du PS dans ce quartier, n'en est pas moins inquiétante. Ce document n'est pas moins qu'une tentative de criminalisation de l'activité des militants du Comité des mal logés.

On trouve sous le paragraphe titré "Le rôle du Comité des mal logés" : *"Tel Janus, ce comité a deux visages :*
- Celui d'une association humanitaire (...)
- celui, officieux d'une structure politique efficace au service de la frange la plus activiste de l'ultra-gauche.
Un certain nombre d'individus n'habitant pas le squatt de la rue des Vignoles, (celui dont ont été expulsées les familles NDLR), *connus de longue date des services de police (plusieurs ont été condamnés à des peines de prison) et liés à une organisation extrêmiste aujourd'hui officiellement dissoute, ont réussi à "infiltrer" ce squatt et ceux avoisinant ainsi qu'à les "structurer" pour en faire une masse de manoeuvre.*
Les animateurs de ce comité agissent en véritables "professionnels".

En fait, il s'agit d'une stratégie démoniaque qui *" a ainsi permis au comité de rendre plus présentable une vieille revendication des mouvements autonomes des années 70 : la réquisition des logements vides présentée comme symbole de la propriété privée parasitaire."*(sic) et *"Parlant en leur nom, souvent contre leur volonté, les animateurs du comité ont avancé des exigences en matière de relogement volontairement inacceptables : relogement immédiat de l'ensemble des expulsés dans le 20° arrondissement"*. Après les accusations de manipulation, on voit apparaître le monstre d'une organisation secrète para militaire (et anti-France ?): *"Ce professionnalisme évoqué précédemment, on le retrouve également dans l'organisation du comité et de celle des squatts qu'il fédère.*
Ceux-ci sont structurés de façon très hiérarchisée et selon des principes paramilitaires. Avec des systèmes de veilleurs, de gardiens, d'éclaireurs et de rondes dans le quartier."

Samdi 16 juin, la troisième manifestation de soutien aux mal-logés a réuni plusieurs milliers de personnes sur le pavé parisien.

L'UTCL et le CJL étaient présent s au rendez-vous, se démarquant des "puristes" qui boudèrent, officiellement, l'action de protestation,, arguant de la présence au sein de la manifestation, - rassemblant, au plan local, PC, CGT, CFDT, comité des mal logés, LCR, AREV, MPPT, associations antiracistes, de locataires...,et l'abbé Pierre, - d'un cortège du parti socialiste (qui a du reste quitté la manif à mis parcours, sous les quolibets des manifestants).

Cette initiative est une étape supplémentaire dans l'interminable bagarre contre la chasse au pauvre que mène Chirac dans la capitale, deux jours avant les fastes dispendieux et obscènes dans ce contexte, de la commémoration de l'appel du 18 juin.

Combien de familles aurait-on pu loger avec le budget consacré à cette super production d'une nuit ?

Mareine

■

Soutien

Le 23 mai 1990, le **CJL** (Collectif Jeune Libertaire) et la **JCR** des XIX° et XX° arrondissements ont organisé, rue de Nanteuil dans le XV° arrondissement de Paris, une fête de soutien au Comité des Mal Logés (CML). (Voir *Lutter!* n°160). Cette fête, qui a réuni environ 250 personnes, a permis aux organisateurs de verser 8000F, le total des bénéfices, au Comité des mal logés.

Plus que jamais, le comité des mal logés, les familles qui sont à la rue ont besoin du soutien de tous : soutien militant et soutien financier.
Envoyez vos dons à :
La mouette rieuse
66, place de la Réunion
75020 Paris
Chèques à l'ordre de "La réunion"

Assemblée générale des signataires

LA PREMIERE PIERRE ORGANISATION

La II° Assemblée générale des signataires de l'Appel pour une Alternative Libertaire vient de se tenir à Orléans, les 19 et 20 mai.
Les résolutions de cette assemblée peuvent avoir une incidence considérable sur le développement du courant libertaire "lutte de classe".
Le processus de formation d'une nouvelle organisation est en effet maintenant concrètement engagé.
Nous invitons les lecteurs de LUTTER! à suivre ce processus avec la plus grande attention : il peut concerner de nombreux révolutionnaires.

"L'ALTERNATIVE LIBERTAIRE" : UN COURANT QUI A PRIS FORME DEPUIS LA PROVINCE

"L'Appel pour une Alternative Libertaire" avait été lancé debut 89, recueillant les signatures de plus de 150 militants dans toute la France. Une première Assemblée générale en juin 89 avait permis un échange de vue sur l'organisation à construire, sur les pratiques militantes, sur l'unité des libertaires. Puis ce fut la constitution de Collectifs locaux, des "C.A.L." (collectifs Alternative libertaire) à Laval, à Caen, à Orléans, à Toulouse, à Rouen.

Une forte poussée dans les régions, qui s'est largement vérifiée à l'Assemblée des 19 et 20 mai : l"Alternative libertaire" se construit d'abord en province, avec des groupes actifs et dynamiques.

UN LARGE ACCORD SUR LE FOND

Les participants ont discuté et adopté le texte d'un "avant-projet de charte identitaire" en soulignant qu'il indiquait *"d'ores et déjà un accord politique important entre les signataires."*

Ce texte n'est pas "bouclé"- tout un processus d'amendements est au contraire engagé - mais il indique déjà ce que pourra être le "socle théorique" de l'organisation future. Une orientation solidement charpentée, claire, ouverte sur les mutations de la société, affirmant des "idées-forces" mais refusant les raccourcis dogmatiques et les facilités.

Ce texte est nécessaire pour donner son ossature, sa cohérence au courant libertaire de demain, pour qu'il le dégage des fausses oppositions et des vraies confusions qui ont tant nuit au combat libertaire au cours des décennies précédentes.

Des débats souvent très fournis en Assemblée et en commissions ont permis de dégager plusieurs pistes de réflexion pour approfondir le texte dans les mois à venir : l'Etat moderne, le parlementarisme - qui ne peuvent être traités à coup de slogans simplificateurs; les implications des révolutions scientifiques sur la société; la critique des archaïsmes de l' ensemble des projets révolutionnaires anciens; les questions internationales; l'écologie, l'éducation, la lutte anti-sexiste, l'extrême droite et le racisme...

Les collectifs Alternative libertaire seront donc dans les mois à venir des lieux de riches débats politiques.

L'avant projet et un premier jeu d'amendements seront publiés dans un document spécial avant l'été. Il servira aux discussions autour des sigantaires *"afin de proposer à de nouveaux camarades de rejoindre notre dynamique sur cette base".*

LA MARCHE VERS LA NOUVELLE ORGANISATION

L'Alternative libertaire va entrer dans une nouvelle phase de structuration, avec une "coordination nationale" tous les trois mois des collectifs locaux et des signataires isolés.

La première coordination se tiendra à l'automne et elle devra examiner *"les problèmes pratiques posés par la marche vers la nouvelle organisation".* Et notamment la date d'un "congrès constitutif" denant être fixée *"pour le 1° semestre 1991."* On est donc bien passé à une phase supérieure, une phase de construction, après un an et demi de réflexion, voire plusieurs années si l'on tient compte de la coordination communiste libertaire qui a précédé l'Appel depuis 1987.

Les 19 et 20 mai 1990.

DE LA NOUVELLE EST POSEE

L'ORGANISATION DE "FORUMS DES LUTTES ET POUR L'ALTERNATIVE"

Jugeant que la construction d'une nouvelle organisation *"ne peut se faire à froid"* sans lien avec les pratiques et les luttes, les signataires ont décidé d'une campagne nationale décentralisée.

Dans plusieurs régions de France des "Forums des luttes et pour l'Alternative" seront organisés par les collectifs Alternative libertaire. Les acteurs des luttes sociales, ouvrières, de la jeunesse, seront invités à s'y exprimer, ainsi que les diverses composantes susceptibles de participer demain à un "vaste mouvement anticapitaliste et autogestionnaire" (libertaires, autogestionnaires et alternatifs, écologistes, extrême-gauche, rénovateurs communistes...)

LA POURSUITE DU TRAVAIL POUR PLUS D'UNITE ENTRE LES LIBERTAIRES

Le but de l'Appel pour une Alternative libertaire a bien to ujours été, très explicitement, la construction d'une nouvelle organisation libertaire.

Mais il a également bousculé l'ensemble des organisations et collectifs libertaires existants en remettant en cause le climat de sectarisme qui les divise et les affaiblit.

Ce sont les signataires qui ont entrainé les groupes libertaires à se voir dans de nombreuses régions, et provoqué la première rencontre nationale entre FA, OCL, UA, UTCL, CJL,etc...le 10 février dernier. Le travail sera encore long, tant les réflexes de sectarisme sont forts, et les signataires ont décidé de le continuer en désignant même un secrétariat chargé de suivre spécialement ce secteur. Cette position unanime exprime la volonté de poursuivre tous ensemble le combat pour *"plus de débat et d'unité entre les libertaires"*.

Elle est le trait d'union entre les partisans de deux options présentes parmi les signataires. L'une s'est exprimée très majoritairement à Orléans : construction d'une nouvelle organisation, congrès constitutif en 1991. L'autre s'était fait connaitre dès juin 89 : celle vers une "Alliance des libertaires" fédérant l'ensemble des composantes libertaires. Une position tout à fait respectable, mais qui placerait l'Alternative libertaire à la remorque des décisions des diverses organisations, suspendue à une perspective hypothétique (que l'OCL qualifie d'ailleurs de "naïve", tandis que les relations extérieures de la FA, invitées, n'étaient pas présentes à orléans).

La dynamique la plus juste sera bien celle qui cherchera à *"dialectiser"* la construction de la nouvelle organisation autour d'Alternative libertaire *et* le renforcement de l'unité entre les libertaires. Ajoutons que le processus Alternative reste grand ouvert, que toute composante en accord avec elle pourra le rejoindre, jusqu'au congrès constitutif et au-delà. Et que la nouvelle organisation née en 1991 ne sera pas une fin en soi. Qu'elle ne sera elle-même qu'une des pièces des recompositions à venir dans le mouvement libertaire et le mouvement révolutionnaire.

LA NOUVELLE ORGANISATION : UN SAUT QUALITATIF ET QUANTITATIF

Grâce aux décisions d'Orléans, les collectifs Alternative libertaire vont très probablement se multiplier.

L'hypothèse, pour fin 91, d'une organisation, trois, quatre ou cinq fois plus importante que les actuelles OCL ou UTCL, par exemple, est maintenant de l'ordre du possible. Un certain "seuil critique" serait alors dépassé. Le nouveau courant libertaire pourra devenir une force pesant dans le mouvement social et dans le débat d'idées.

Il deviendra également une composante majeure parmi les courants anti-capitalistes, à la fois source d'unité et de clarifications.

S.P.

Etaient présents en tant qu'observateurs : l'OCL, la FA indépendante de l'Yonne, la FA de Tours.

"CA SUFFAT COMME CI"

ET

"DETTE IMMONDE"

UN 9 JUIN MITIGE

La deuxième campagne pour l'annulation de la Dette s'est achevée. Cette mobilisation, qui faisait suite à celle de l'an dernier, n'a pas été sans mal. Bilans.

En 1989, *Ca suffat comme ci* avait permis une mobilisation unitaire d'une très grande ampleur, le seul grand pied de nez au Bicentenaire consensuel du PS, et une des manifestations de solidarité Nord/Sud les plus importantes des dernières années. L'UTCL et le CJL avaient activement participé à l'initiative. Il était légitime, après un tel succès, de poursuivre notre participation et c'est ce que nous avons fait. Mais tout au long de l'année 89/90 nos désaccords au sein de l'initiative se sont accumulés.

DES DIVERGENCES GRANDISSANTES

La structuration nationale est toujours restée celle d'un cartel; ce qui pouvait s'expliquer pour une mobilisation ponctuelle devenait d'autant plus contestable que de nombreux collectifs qui s'étaient constitués en 1989 se poursuivaient en 90, surtout en province. Les représentants de l'UTCL et du CJL ont donc défendu l'idée d'une rencontre nationale des collectifs, pour permettre une prise en main de la campagne par sa base et pour avancer vers un mouvement de masse anti-impérialiste permanent. Nous n'avonspas été entendus. Or, ce n'est pas une question de forme, mais bien une question de fond, confirmée par les divergences qui se sont exacerbées au sujet du texte même de l'Appel, dans sa version 90.

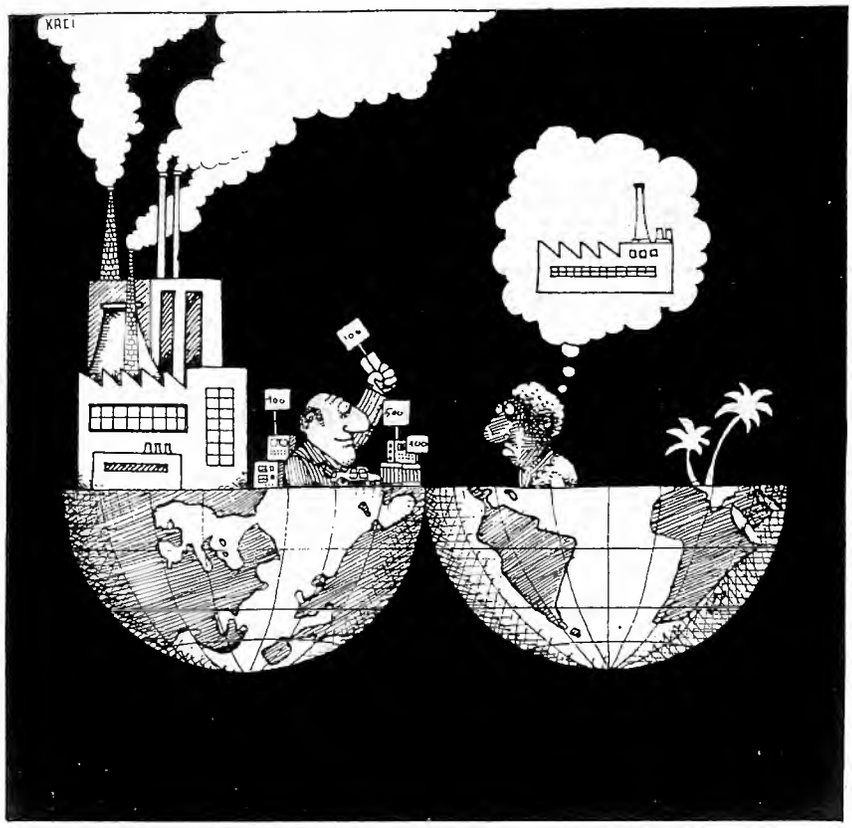
Premier désaccord : le refus d'intégrer les données nouvelles apportées par les évènements de l'Est. Sous des prétextes "techniques" (l'impossibilité de transformer un texte déjà en cours de signature), qui cachaient la volonté de ménager parmi les signataires de l'Appel les représentants du courant communiste : le PCF, mais aussi d'autres comme la Corée du Nord...

Second désaccord, de taille : la recherche d'un compromis avec le PS pour l'associer à la manif de 1990. En juillet 89 on se souvient que le PS (tout comme SOS-Racisme) avait refusé de s'associer à une démarche opposée à la politique gouvernementale. Or pour 1990 le Parti socialiste a monnayé sa signature en faisant pression sur la rédaction de l'Appel, afin que celui-ci épargne les responsabilités du gouvernement français. Cette volonté de compromis avec le Parti qui gère la politique impérialiste et colonialiste de la France est indéfendable et elle tend à dénaturer le sens même de la campagne. Ajoutons que les organisateurs se sont fait proprement roulés dans la farine par le PS, qui, après avoir obtenu ce qu'il voulait -désamorcer un mouvement contestant sa politique- n' a même pas daigné se déplacer à la manif du 9 juin !

Ce sont là des désaccords importants, que nous avons eus notamment avec la LCR, qui a certes développé de gros efforts en 89 et 90 au service de *Ca suffat comme ci* mais qui s'est activement prêtée à ce jeu en direction du PS. Logiques avec nos positions, nous nous sommes retirés de la préparation de la manif, au niveau national, tandis que des camarades de l'UTCL et du CJL restent actifs dans certains collectifs locaux, là où un véritable travail unitaire est possible.

La manifestation elle-même a été un demi-échec. Trois ou quatre mille personnes, ce qui est peu pour une montée nationale, et 4 à 5 fois moins que l'an passé. Certes des facteurs objectifs ont joué, mais pas seulement. L'initiative a tout de même permis à de nombreux collectifs de s'exprimer, et c'est positif. Côté syndical, signalons plusieurs centaines de militants dans un cortège unitaire de syndicalistes, notamment du SUD, du CRC, des opposants CFDT... Signalons aussi l'absence de la CGT (qui y appelait), et un "cortège" commun FEN, CFDT, SNUI, UNEF-ID etc... d'une vingtaine de personnes. Derrière, 500 manifestants dans le cortège *Dette immonde* , un peu plus d'un millier pour la LCR, une centaine pour l'AREV, 4 à 500 JC.

Ceci est le dernier numéro de LUTTER! avant les vacances.
Mais pas de panique...
LUTTER! reparait dès la rentrée !
Bonnes vacances !



"CONTRE LA DETTE IMMONDE"

Reprenant à son compte l'une des propositions émanant de la rencontre unitaire des libertaires tenue en février dernier (avec la FA, l'OCL, l'UTCL, le CJL, l'UA etc...) à l'invitation d'Alternative libertaire, l'OCL a pris l'initiative d'une campagne dont le but était de faire s'exprimer à l'intérieur de la manifestation du 9 juin une voix plus radicale. En accord avec la proposition nous avons participé à la constitution d'un collectif *"Contre la Dette immonde, il faut changer ce monde"*, nous sommes intervenus au cours de la rédaction de l'Appel (texte inclus dans la précédente livraison, n° spécial commun *Lutter/Clash*), notamment pour que soit rédigée toute la partie remettant en cause la politique du gouvernement français.

Visiblement l'OCL a fait un gros effort pour faire de cette campagne un tremplin pour la construction de son organisation : tract OCL appelant à lancer l'initiative avant toute réunion unitaire; affiches OCL reprenant le mot d'ordre commun; grand tract (intéressant par ailleurs- distribué largement le 9 juin et qui rappelait très clairement qu'il s'agissait bien là d'une initiative de l'OCL; distribution dans le cortège d'une quizaine de drapeaux siglés OCL...

Nous avons joué le jeu de l'unité, l'Appel étant correct, et permettant de porsuivre la démarche unitaire initiée par Alternative libertaire. Ainsi a-t-on pu compter parmi les signataires, outre l'OCL, le CJL et l'UTCL, les Scalp, *Réflexe*, plusieurs groupes de la FA, et, un peu tardivement, la FA dans son ensemble.

Il ya eu tout un aspect très positif dans la campagne, avec la distribution de plusieurs milliers d'appels, des discussions dans pas mal de milieux militants...

Le bilan du cortège lui-même est plus mitigé. Certes 500 sur une manifestation de 3-4000, ce n'est pas mal. Mais on pourra regretter que quelques dizaines "d'autonomes" s'exerçant à leurs sports favoris sur diverses banques aient un peu dénaturé l'initiative et contribué à lui donner un visage sectaire et agressif. Or il n'a pas été possible d'y faire face, de même qu'il aurait été difficile de protéger le cortège en cas de vrai "coup dur". Nous regrettons à ce sujet que nos partenaires n'aient pas été tout à fait à la hauteur de leur engagement de participer en nombre suffisant à un "SO commun", nous con-duisant à en assurer un peu plus que notre part. Mais nous devons également témoigner que les militants du Scalp avec lesquels nous avons été en contact se sont montrés "responsables", loin de l'image de "casseurs" qu'on veut bien leur donner. C'est d'autant plus important à souligner qu'il n'est pas impossible qu'un jour le Scalp soit dans l'oeil de Joxe, selon la tactique classique autrefois testée avec succés par Marcellin du *"un coup à l'extrême-droite, un coup à l'extrême-gauche"*.

Pascal LINDBERGH

DANS *"COURANT ALTERNATIF"*

La livraison de juin du mensuel de l'OCL titre : *"Contre la Dette immonde, il faut changer ce monde!"* et consacre une grande partie de sa surface à ce sujet, dans un dossier fourni et intéressant. Fidèle aux engagements déjà pris par l'UTCL, l'Organisation communiste libertaire donne la parole à la FA et à l'UTCL sur ce sujet. La possibilité du débat se poursuit donc dans la presse libertaire.

Dans un texte intitulé *"Un enjeu majeur"*, l'UTCL développe son point de vue, tant sur la question de la Dette, que sur la campagne de l'an dernier et celles de cette année.

Le texte de la Fédération anarchiste est assez décevant. On y apprend que *"Il n'y aura pas pas plus d'annulation de la Dette que d'auto-sabordage de l'Etat"* ; curieusement, les camarades semblent ignorer ce qu'est l'impérialisme et ce qu'il signifie dans les rapports de classe : *"il faut mentionner que les Etats-Unis sont endettés pour une somme équivalente à celle de l'ensemble des autres pays endettés, on voit là combien les solidarités sont orientés et équivoques"* . Enfin, on peut regretter que l'essentiel soit axé sur un certain anti-tiers mondisme, un ton parfois curieusement ultra-gauche, remettant *de fait* en cause toute forme de revendication... et surtout aucune perspective de mobilisation immédiate.

La FA semble plutôt, sans doute pour des raisons internes, avoir joué le consensus entre ses diverses sensibilités, et pour cette raison pratiqué le plus grand flou artistique.

E.S.

LA PREMIERE PERIODE DE LA GUERRE D'ALGERIE

Le livre de Georges Fontenis, "L'autre communisme", histoire subservive du mouvement libertaire, qui va paraitre à la rentrée, rappelle, entre autres, le rôle, souvent méconnu, des libertaires pendant la guerre d'Algérie. Nous vous en livrons un extrait.

L'insurrection algérienne se déclenche : dans la nuit du 31 octobre, trente attentats. Dès le 1er novembre, à minuit, cinq zones d'actions se sont manifestées sous la direction du CRUA (1), organisme qui a tout préparé dans le plus grand secret, se méfiant des "infiltrations" au sein du Comité central du MTLD et dans l'entourage de Messali.

Le Libertaire qui paraît le 4 novembre (n°403) prend parti sans attendre et proclame -c'est l'époque prophétique car l'ensemble de l'Algérie reste calme- que le peuple est derrière l'action des insurgés et exprime le souhait que le MLNA, section de l'Internationale communiste libertaire depuis quelques semaines, puisse aider le peuple algérien à dépasser l'indépendance nationale vers une véritable révolution sociale.

Le numéro suivant (n°404) du 11 novembre est saisi sur ordre du Ministre de l'Intérieur François Mitterrand. Une affiche éditée avant la sortie du *Libertaire* a subi le même sort mais des équipes de militants FCL ont eu le temps d'en couvrir les murs de Paris dans la nuit du mercredi 10. Deux militants ont été arrêtés au cours de cette action, les locaux de la FCL sont encerclés par une nuée de flics et perquisitionnés, les responsables de l'organisation sont arrêtés et interrogés par la Brigade criminelle de la PJ, la FCL est inculpée d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat!

Les titres du numéro saisi : *"Les travailleurs algériens veulent en finir avec 125 ans d'exploitation". "Exigeons le retrait du contingent et des troupes", "Vive l'Algérie libre", "Le massif de l'Aurès peut tenir", "Une déclaration du MLNA"* condamnant l'équivoque du "colonialisme éclairé".

Le titre de l'affiche : *"Vive l'Algérie libre"* et son contenu illustre parfaitement l'analyse que fait la FCL du colonialisme, de la profondeur populaire de l'insurrection, du néo-colonialisme du gouvernement Mendès-Mitterrand. La théorie du "soutien critique" se trouve vérifiée, à chaud, en quelques heures. Sans tomber dans la grandiloquence, on pourrait dire "la FCL a sauvé l'honneur", l'honneur du prolétariat et du mouvement libertaire. Sa prise de position immédiate et sans équivoque n'est suivie que par celle du PCI trotskyste cependant que les "purs" du *Monde libertaire* et de la FA nouvelle formule de Joyeux n'ont rien à dire et se taisent prudemment. On vérifie en pleine actualité qu'un certain "purisme" est en fait, en renvoyant dos à dos la violence colonialiste et la violence anti-colonialiste (sous prétexte que ce sont deux formes de nationalisme), une lâche capitulation devant le pouvoir.

Bientôt, alors que *Le libertaire* est saisi ou poursuivi, nos camarades du MLNA verront avec stupeur *Le Monde libertaire* en vente dans certains kiosques d'Alger!

Le numéro du 11 novembre a été saisi, nous sortons le 18 le n°405 qui porte en manchette : *"Le libertaire saisi parce qu'il disait la vérité. Nous ne nous tairons pas!"* *Le libertaire* n°404 était un "fier" numéro. Le n°405 est prestigieux : l'éditorial que j'ai signé *"face à l'atroce répression"*, répression qui se donne déjà libre cours, est flanqué d'une déclaration de la FCL et des messages de sympathies de Daniel Guérin et d'Armand Robin soulignant *"le sort attristant de François Mitterrand"*. Un comité de lutte est crée. Un meeting de protestation se prépare avec l'appui de Daniel Guérin. Au comité de lutte adhèrent des syndicalistes révolutionnaires de la CNT dont *Le libertaire* n°406 (du 25 novembre) publie un appel où nous relevons le paragraphe suivant : *"Nous ne devons pas renvoyer, dos à dos, l'impérialisme et les revendications des peuples colonisés, mais au contraire nous devons, selon l'exemple de Bakounine, nous solidariser avec les peuples soumis, contre les impérialismes... même si le désir d'émancipation de ces peuples revêt, pour quelques uns, un caractère national qui doit être seulement transitoire".*

Ce numéro du *Libertaire* du 25 novembre donne le texte d'u tract gouvernemental distribue aux populations de l'Aurès, tract ultimatum qui laisse aux rebelles la possibilité de se rendre jusqu'au 21 à 18 heures : *"Bientôt un malheur terrifiant s'abattra sur la tête des rebelles. Après quoi règnera à nouveau la paix française"*. C'est le style SS qui rappelle les massacres de Sétif en 1945 qui firent 45 000 morts. A ce sujet, nous rappelons la position odieuse qui fut alors celle du PCF et qui rejoint celle des "colonialistes éclairés". La CGT parle bien, avec Benoît Frachon, de solidarité, dénonce les abus au cours du Comité confédéral du 10 novembre mais aucune action de solidarité n'est envisagée, la direction étant étroitement liée aux staliniens du PCF.

Le PCF, dès le début de l'insurrection, est très clair : *L'Humanité* du 8 novembre publie un communiqué condamnant *"le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes..."* (...)

Le comité de lutte contre la répression colonialiste s'étoffe : les messages d'adhésion et de sympathie se multiplient, on enregistre le soutien de jeunes instituteurs proche du PCF, d'anciens FTP; André Marty exprime son appui (lettre publiée dans le n°408 du 9 décembre). La réunion constitutive du comité de lutte a lieu le 9 décembre, des groupes constituent des comités locaux.

Sans doute, la FCL et *Le libertaire* n'ont-ils pas oublié les autres évènements : les grèves des dockers anglais, celle des dockers de Bordeaux, appuyée par des actions des dockers de Rouen et du Havre, la lutte des jeunes travailleurs allemands contre le réarmement et la CED, la dénonciation du danger atomique, la défense de l'école laïque, tous ces aspects de l'actualité trouvent leur place à côté du combat anticolonialiste. Un meeting contre la répression colonialiste doit avoir lieu le 21 décembre à la Salle Wagram, sous la présidence de Daniel Guérin. Le meeting est interdit par Mitterrand et une partie du public qui refuse de se disperser est victime de brutalités policières.

J'accompagne Daniel Guérin au Ministère de l'Intérieur où on refuse de nous recevoir mais nous adressons à Mitterrand un télégramme de protestation. *Le libertaire* n°410 du 23 décembre publie des messages de solidarité : des GAAP d'Italie, d'A. Marty de nouveau. Ce n°410 donne *in extenso* le texte que Messali Hadj avait adressé à Daniel Guérin pour être lu au meeting. Dans le même numéro du *Libertaire* un long article d'Armand Robin sur *"les intellectuels et les changements de gouvernement"* donne une note de froide férocité bien réjouissante. Notre ami A. Robin se moque bien, lui, du fait que *Le libertaire* accueille, pour la bonne cause, Marty et Messali (2).

Le libertaire du 30 décembre insiste sur la terreur qui s'étend sur l'Algérie avec la bénédiction de Mitterrand et de Mendès-France. Ce dernier a eu gain de cause en définitive par les accords de Londres et de Paris : sous une autre forme, la CED est en fait créée, l'Europe se remilitarise.

En Algérie, tous les numéros du *Libertaire* ont été saisis : du n°405 au n°413, donc de novembre à janvier, à Paris les n°408 et 410 sont poursuivis pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat, comme le n°404.

La FCL poursuit son activité dans la bataille de classes qui fait rage et elle fait leur part aux autres fronts de lutte : contre le réarmement et le militarisme et au sein des luttes ouvrières. De nouveaux collaborateurs du *Libertaire* interviennent, quelques uns sont déjà des militants chevronnés qui prennent enfin la plume : Pierre Morain, Garano, et, parmi les plus anciens, des militants syndicalistes, souvent secrétaires de syndicats CGT. Ainsi, à côté du vétéran Louis Estève, on trouve la signature de Bernard Boucher des dockers de Rouen, J. Toury, ancien volontaire des brigades en Espagne, de Michel Hulot, de R. Olivier, mais aussi de militantes assidues, Berthe Brigitte, Lola Roussel.

La FCL et *Le libertaire* se battent et se battent bien mais ils sont pauvres. Si beaucoup de militants et sympathisants font des sacrifices pour que l'on puisse "tenir", nous enregistrons quelques désagréables surprises : ainsi, *Le canard enchaîné* a cru bon de prendre parti pour les "anars" de la FA nouvelle manière, sans doute plus folkloriques. Nous ripostons par une caricature sans grande méchanceté dans le n°413 et Christian Lagant se moque, dans le n°418 du 17 février de l'admiration immodérée pour Mendès développée sous la direction de Tréno pour qui les militants de la FCL sont des *"communistes camouflés"* !

Dans le N°414, Robert Joulin revient, à propos du procès, à Lyon, des auteurs du hold-up de la rue Duguesclin, sur la manière dont le pouvoir a voulu, en 51, compromettre alors les dirigeants de la CNT espagnole (et la FA à travers moi, en évoquant l'attentat contre Franco dont nous avons relaté l'essentiel dans un chapitre précédent). Article clair, vif, qui met un point final à cette affaire.

Edgar Faure succède à Mendès-France et, contre les revendications ouvrières, orchestre une campagne tendant à opposer -déjà- les travailleurs du privé à ceux du secteur public et même temps des mesures en faveur des commerçants vont appuyer les tentatives de calmer Poujade.

Plus grave, le gouvernement veut instaurer en Algérie l'état d'urgence.

La lutte anti-colonialiste va redoubler. Les meetings des comités locaux de lutte contre le colonialisme sont des succès. Les trahisons ou les palinodies, par exemple celles des néo-colonialistes, sont dénoncées. Notre camarade Doukhan, du MLNA, montre dans le n°419 du 24 février comment le Syndicat national des instituteurs refuse de discuter, en Algérie même, de la répression. Plus tard, en avril, exactement le 13 avril, un instituteur, Galland -il ne sera pas le seul - membre du Parti communiste algérien, est chassé de son poste. Le MLNA prend sa défense alors que le PCA se contente de réclamer une solution légaliste officielle du problème algérien.

A la rédaction du *Libertaire* parviennent non seulement la documentation du MLNA mais de plus en plus de renseignements que nous adressent des travailleurs nord-africains.

Les élections en Algérie rencontrent 70 à 80% d'abstentions, tandis que l'état d'urgence donne ses premiers résultats; on établit des camps de concentration sous le nom de "zones de surveillance".

Sans doute, *Le libertaire* va-t-il continuer à suivre de très près les évènements de la guerre d'Algérie mais, répétons-le, l'actualité reste variée et la FCL se montre soucieuse d'être présente sur tous les fronts et sur l'ensemble de l'actualité politique. C'est ainsi que *Le libertaire* va prendre la défense de journalistes poursuivis même s'ils ne sont pas de nos amis : c'est le cas de Gilles Martinet de *l'Observateur* que défend dans un bel article Armand Robin de 12 mai 55 (n°430). Dans les milieux "de gauche" renaît la mystique Front populaire, d'où mon article *"de l'illusion Front populaire au crétinisme parlementaire"* dans le même numéro du 12 mai.

Le libertaire qui en est réduit, depuis un certain temps, à ne paraître que sur deux pages avait annoncé le retour aux quatre pages, mais le directeur de l'imprimerie du Croissant - mû par quel motif?- nous ayant empêché de percevoir le chèque des messageries, nous sommes contraints de nous en tenir à un *Libertaire* de deux pages imprimé dans une entreprise artisanale sympathisante de la rue Clignancourt.

Pourtant, nous l'avons vu, la FCL est loin à ce moment d'être en perte de vitesse : elle tient son 2ème congrès les 28-29-30 mai. Quelques passages de résolutions seront publiés dans *Le libertaire* n°434 (du 9juin 55) le compte-rendu intégral étant donné dans le Bulletin intérieur. Aucun groupe ne nous a quitté depuis deux ans, les souscriptions

ACRATIE **Georges FONTENIS**

"L'AUTRE COMMUNISME"

Histoire subversive du mouvement libertaire

Un livre de près de 300 pages qui sera vendu 110F en librairie.

L'histoire du mouvement libertaire que Georges Fontenis nous propose, malgré un rappel essentiel des sources (de la première internationale à la seconde guerre mondiale), est surtout celle qui va de la fin de ce conflit mondial à nos jours. Avec, bien entendu, au coeur de cette épopée l'épisode peu connu de l'action des libertaires pendant la guerre d'Algérie, la répression qui s'ensuivit avec une période de clandestinité. Georges Fontenis nous donne également son point de vue actuel sur les péripéties qui amenèrent à une scission dans la Fédération anarchiste de l'époque et qui laissèrent jusqu'à aujourd'ui encore, des cicatrices profondes dans le mouvement libertaire.

En somme, des épisodes auxquels beaucoup font référence mais dont peu, finalement, connaissent les données avec précision. Et c'est là un des mérites du livre d'apporter une foule d'éléments (tant par la plume même de l'auteur que par les très nombreux documents qui figurent en annexe) qui, en évitant la polémique inutile, sont un élément indispensable pour que chacun puisse se construire "son" histoire "objective" du mouvement libertaire.

En souscription : 80F (port compris) jusqu'en septembre 90.
Chèques à l'ordre d'Acratie.
Acratie BP23 64130 Mauléon.

s'inscrivent dans des listes où l'on peut noter bien des nouveaux noms; André Marty, exclu du PCF, mais que Duclos continue à calomnier sur trois quarts de pages (*L'Humanité* du 25 mai) a obtenu de l'éditeur de son livre *L'affaire Marty* que nous puissions en publier en exclusivité d'importants extraits (n°432, 433, 434). Arrêtons-nous un instant sur ce que, en face, chez les "anars" purs (?) on va appeler aussi l'affaire Marty. On dira que la FCL s'est jetée dans la collaboration avec le "boucher d'Albacète". Or, Marty, organisateur des Brigades internationales, n'a pas exercé de commandement lui permettant la répression, sinon le renvoi de certains membres des dites Brigades. L'insulte "boucher d'Albacète" lui a été décernée par un député fasciste à la Chambre des députés et c'est cette insulte que certains camarades espagnols ont reprise et vulgarisée avec beaucoup de légèreté alors que Marty était un des rares chefs communistes à ne pas négliger ou mépriser la CNT (il eut d'ailleurs des entrevues avec Mariano Vasquez, secrétaire de la CNT) dont il savait l'importance capitale. Quoi qu'il en soit, *Le libertaire*, s'il donne place aux écrits d'A. Marty, ne se vautre pas à ses pieds et dans un long article que publie *Le libertaire* du 7 juillet 55 (n°438), je fixe les limites de la collaboration qui s'établit, je pose les questions fondamentales et j'écris : *"Mais comme nous laissons à Marty le droit absolu d'être en désaccord avec nous, au même titre nous conservons le droit de critiquer ou éventuellement de condamner ses attitudes à venir"*. Et j'ajoute, pour finir : *"A lui de trouver la formule qui lui permette de prouver ce qu'il écrit au début du dernier chapitre de son livre : "ma confiance reste entière dans l'avenir du mouvement ouvrier"*. Personnellement, sans jamais compromettre la FCL, j'entretiendrai avec André Marty une correspondance que j'ai conservée et nous nous rencontrerons à plusieurs reprises, y compris avec notre vieux militant Daunis, de Narbonne (le groupe de Narbonne avait autrefois pourtant combattu Marty lorsqu'il avait rejoint le PC, oubliant ses origines anarcho-syndicalistes) puisque nous lui rendrons visite ensemble dans son village de Cattlar, en Catalogne "française", où il est d'ailleurs -alors qu'il est gravement malade- menacé de mort par les services spéciaux de la direction stalinienne du PCF. Les délires de la nouvelle FA de reposent en définitive sur rien.

Sur le plan de la répression colonialiste, en cet été 55, trois rédacteurs du *Libertaire* ont été inculpés d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat : Georges Fontenis, Robert Joulin, Michel Donnet. Autrement dit, la répression se personnalise mais le but reste bien d'étrangler la FCL. Un des juges d'instruction -nous sommes interrogés tantôt par M. Perez, tantôt par M. Monzein- n'hésite pas à me dire : *"Arrêtez votre campagne sinon on vous aura à la caisse"*. On nous le fit bien voir par la suite .

Notre jeune camarade Pierre Morain est emprisonné le 29 juin à Loos (Nord) pour sa lutte anti-colonialiste, et selon les juges pour *"participation à la reconstitution du MTLD"*. Le 6 juillet, *Le libertaire* est de nouveau saisi, dans les messageries, dans les postes et même chez les dépositaires! On sent que la lutte s'exaspère : le tribunal militaire de Constantine a condamné à mort le 21 juin Mustapha Ben Boulaïd et Ahmed Bouchemal, militants du MNA (Mouvement national algérien). La solidarité se manifeste de manière très limitée : A. Marty, le Parti socialiste de gauche, prennent la défense de Pierre Morain et du Libertaire, les Comités de défense sociale et d'entraide, des sections *Ecole émancipée* du SNI protestent contre la condamnation des militants algériens et s'adressent au président de la République pour lui demander d'empêcher les exécutions. Nous recevrons encore quelques marques de sympathie, de la section du 15ème de la Nouvelle gauche par exemple.

Mais que va devenir *Le libertaire* ? J'appelle au secours dans mon article de première page du 14 juillet, afin que l'on puisse tenir et assurer en même temps la défense de Morain et aussi de Caron, Fontenis, Joulin, Donnet, Philippe, Richer, les collaborateurs du *Libertaire* inculpés. L'impossible est tenté. Pourtant, dans le n°441 du 4 août, est aussi saisi parce qu'il donnait le compte-rendu d'audience du procès Morain, à Lille. Pierre Morain au cours de ce semblant de procès est condamné ainsi que trois militants algériens à cinq mois de prison ferme, dix-huit autres se voyant infliger de un à quatre mois.

Nous ne pouvons accepter cette saisie et nous sortons en catastrophe un "numéro spécial" pour remplacer le 441.

Heureusement, il y a eu un versement spontané des camarades présents à la permanence après la saisie et ces 11 100 francs ont permis la parution de ce numéro spécial.

Phénomène sans doute plus compréhensible : plus la répression s'abat sur la FCL, plus ses militants manifestent de dévouement et de fermeté. Mais pourra-t-on poursuivre longtemps un effort si tendu?

Georges FONTENIS

(1) Comité révolutionnaire d'unité et d'action, composé de jeunes activistes.

(2) Il est bien loin, quoi qu'en dise Joyeux dans ses "mémoires", de rejoindre les effarouchés du Monde libertaire *!*

MLNA : Mouvement libertaire Nord-Africain.

Je désire recevoir dès parution (octobre 90) ..... exemplaires du livre ***"l'autre communisme - histoire subversive du mouvement libertaire"****, de Georges Fontenis, au prix de 80 francs en souscription (port compris) au lieu de 110 francs.*

(Je souhaite en outre recevoir ce livre dédicacé : oui non)

Je profite de cette offre pour commander une des dernières publications d'Acratie avec 10 % de remise :

☐ **Emma la Noire** de *Vanina* : 78 F - 10% = **65 frs**

☐ **Longwy 83-86** d'*Hagar Dunor* : 89 F - 15% = **75 frs**

☐ **Paroles directes** (autour d'*Action Directe*) : 110 F - 15 % = **90 frs**

Egalement tout autre titre au catalogue avec 25 % de remise:

.....

.....

Ci-joint un chèque global de ..... francs (à l'ordre d'Acratie)

Nom :..... adresse:.....

.....

DROIT D'ASILE

DEUX OPPOSANTS IRANIENS MENACES D'EXPULSION.

Djaber Kalibi et Azita Monachipour, opposants communistes au régime iranien, sont réfugiés en France où ils ont obtenu le statut de réfugié politique en 1983. Arrêtés et torturés par la DST, le 20 septembre 1986, ils ont été condamnés à 4 ans d'emprisonnement pour des faits liés à l'organisation de la lutte contre le régime khomeyniste, qui, lui, a éxécuté 90 000 prisonniers politiques en 10 ans.

A la même époque, en France, de nombreux opposants au régime islamique de Téhéran furent arrêtés et expulsés. A leur tour, Djaber Kalibi et Azita Monachipour sont frappés depuis le 20 décembre 1989 de mesure d'expulsion, d'assignation à résidence (l'un en Lozère, l'autre dans les Deux-Sèvres, département où ils n'ont jamais résidé et où ils ne connaissent personne) et d'interdiction de travail.

Il ne peut être question pour eux de quitter la France pour quelque pays que ce soit, pays qui, pour ders motifs politiques ou économiques, pourrait être amené à les extrader vers l'Iran. Des pays, tel que le Gabon, ont déjà rendu ce service aux gouvernements français.

La sécurité des ces résistants à la dictature exige qu'ils restent en France.

De nombreuses voix se sont élevées contre ces mesures en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne. Une délégation composée de Jacques Gaillot, évêque d'Evreux, Gilles Perrault, écrivain et de Denis Langlois, avocat, devait être reçue par le ministère de l'Intérieur le 10 février dernier. Le ministre refusa de les recevoir et d'expliquer la raison de ces mesures.

Depuis, de nombreuses personnes, dont les membres de cette délégation se déclarent prêts à enfreindre la loi en hébergeant Djaber et Azita afin d'empêcher l'éxécution d'un marché indigne avec l'Iran.

Djaber a été arrêté le 26 janvier 90 pour non respect de l'assignation à résidence et relaxé par le Tribunal correctionnel de Rouen et il a été de nouveau inculpé le 19 mars, pour le même motif!

Du fait de la complexité du dossier, le procès a été reporté, pour la deuxième fois, au 18 juin 1990.

Cet acharnement correspond à une nouvelle étape des relations diplomati-ques et économiques entre la France et l'Iran.

Comment pourait-on expliquer autrement la garde à vue et l'inculpation de Djaber le 26 janvier 90 à Rouen, au moment même où Anis Naccache finissait sa grève de la faim et où des officiels iraniens étaient à Paris ?

Notons que la délégation iranienne était menée par Rafiq Doust, principal commanditaire des attentats sanglants de 1986 à Paris. Depuis cette date, plusieurs délégations des deux gouvernements se sont rencontrées à Paris et à Téhéran.

De nombreux contrats sont en négociation, en particulier la reconstruction du plus grand terminal pétrolier du monde : Kharg, pour 1,5 milliard de francs. C'est pour permettre la réalisation de ces contrats juteux que le gouvernement français accède aux exigences du régime sanglant de Téhéran : l'expulsion du territoire français des militants qui combattent cette dictature.

Le Collectif contre le racisme et pour l'égalité des droits exige du gouvernement la levée définitive des arrêtés d'expulsion et d'assignation à résidence pris à l'encontre d'Azita et de Djaber et demande le respect du drpit d'asile politique.

Le Collectif contre le racisme et pour l'égalité des droits est soutenu par :

Alternative rouge et verte, Association de solidarité avec les travailleurs immigrés de Barentin, de Petit Quevilly, de St Etienne du Rouvray, U.L. CFDT Rouen, U.D. C.G.T. 76, Cimade, Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion NP, Confédération syndicale des familles, Ecole émancipée, F.E.N., Fédération anarchiste, F.C.P.E. groupement rouennais, Jeunesses communistes révolutionnaires, L.C.R., LDH de Rouen, M.D.P.L., M.R.A.P., PCF fédération 76, Service migrants de l'Eglise de Rouen, S.N.I.-P.E.G.C., SOS racisme, Syndicat démocratie ouvrière RNUR CKD, l'UTCL.

Pour développer la campagne de soutien et pour le respect du droit d'asile politique, prenez contact avec le collectif. Une pétition circule, une carte postale adressée au Président de la république est en vente.

Collectif contre le racisme et pour l'égalité des droits
33 ter, rue de Fontenelle
76000 Rouen
Tél : 35.88.57.37

CONFEDERATION PAYSANNE

LA TERRE (3)

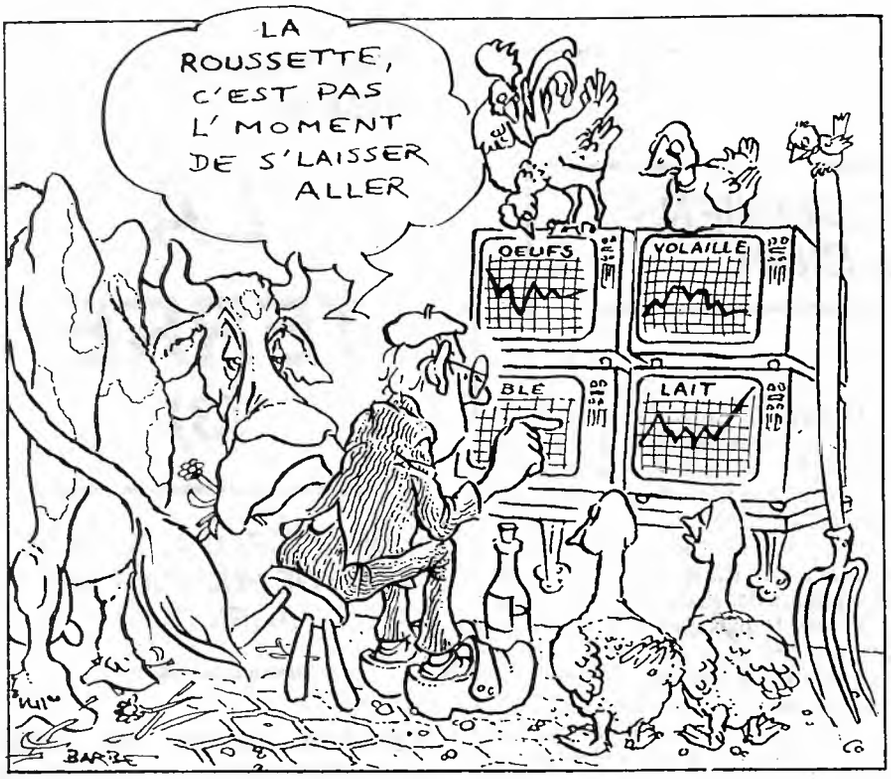
UN MODELE ALTERNATIF DE PRODUCTION AGRICOLE

Dernière partie de notre entretien avec José Bové, secrétaire national de la Confédération paysanne.

José Bové est l'un des responsables nationaux de la Confédération paysanne, l'organisation syndicale combative qui s'oppose au monopole de la FNSEA sur le monde paysan, sur des bases de luttes solidaires et de refus des logiques productivistes et libérales. Nous publions ici la suite du long entretien qu'il nous a accordé. La première partie (*Lutter!* n°155) abordait une question qui secoue l'agriculture depuis des années : les fameux "quotas", dont les pouvoirs successifs ont fait une arme dans leurs politiques de restructuration capitaliste de la production agricole. Quotas en Occident... et sous-alimentation au Sud : les rapports Nord/Sud étaient au centre de la seconde partie de l'entretien (n°157. Priorités : des actions favorisant un développement local à partir des capacités de chaque pays, et un soutien aux luttes contre les inégalités dans les pays dominés.

José Bové aborde ici les questions touchant au modèle de production agricole. Il développe un concept *"d'agriculture paysanne"* qui pourrait prendre toute sa place dans la définition d'une nouvelle écologie sociale.

***Lutter!* Etes-vous partisans d'une logique d 'auto-suffisance régionale ou d'une logique d'échanges, y compris internationaux? La question va se poser avec encore**



plus d'acuité avec la construction de l'Europe. Peut-on échapper à la spécialisation de chaque région?

José : Il peut toujours y avoir une certaine déspécialisation. Dans un département comme le nôtre, l'Auvergne, qui n'est pas du tout bien placé au niveau fruits, légumes, viticulture, il y a tout de même des petites exploitations comme sur les gorges du Tarn. Nous sommes pour un développement qui permette d'intégrer un maximum de diversités y compris pour de toutes petites régions. C'est important pour l'équilibre financier des producteurs : mieux vaut une polyculture et de l'élevage à une monoculture : le risque est moindre. Au niveau de l'équilibre écologique ce type d'exploitation permet de faire des rotations, de ne pas épuiser les sols. Toutes les régions de monocultures posent à terme des problèmes écologiques insurmontables d'appauvrissement des sols. C'est le cas du Bassin parisien. C'est celui des pays qui font du maïs depuis des dizaines d'années.

Nous sommes donc pour cette politique de polyculuture, tout en sachant qu'il y a des régions naturelles où on ne peut pas diversifier. Sur les causses, c'est majoritairement du lait de brebis, et ainsi de suite. Mais se pose également le problème de la productivité, de ce qu'apportent les techniques pures et jusqu'où on peut aller. Là on est obligé de faire des choix de développement et de définir combien de paysans on veut faire vivre dans la production. Ce serait malhonnête de se dire *"laissons faire les choses et on verra bien à l'arrivée"* .On s'aperçoit que les progrèstechnologiques ne font pas avancer que dans le bon sens. Actuellement les seules recherches qui aboutissent sont celles qui vont encore plus loin dans les gains de productivité. Or les difficulutés s'accumulent, pollutions des nappes phréatiques, problèmes génétiques. Parlons de l'hormone laitière. Elle met le gouvernement mal à l'aise. Il remettra sa décision à 1991, en fonction du débat au niveau européen. En piquant une vache toutes les trois semaines on peut lui faire produire un tiers de lait en plus! C'est parti des USA. Deux pays l'ont adopté : l'URSS et l'Afrique du Sud (ce qui est assez marrant...). C'est typiquement la technique qui peut avoir des conséquences sociales dramatiques. Seuls les exploitants qui sont déjà au *top niveau* pourraient maîtriser cela. Sans parler bien sûr des conséquences sur la qualité du produit.

Cela soulève plusieurs questions importantes : la qualité des produits, articulée aux exigences d'une production de masse, aux prix que les consommateurs sont prêts à payer etc... Que propose la Confédération paysanne?

La politique de tous les gouvernements français depuis des dizaines d'années a toujours été de faire baisser les prix, de diminuer la part "nourriture" dans le budget des familles. D'où une interrogation : est-ce que cela tient la route? Cela reste dans un certainsystème de consommation qui peut être remis en question. Car la nourriture est liée à la santé, et à tout ce qui s'en suit aux niveaux médecine, école etc...Tout le débat sur la qualité de ce que l'on mange et donc aussi sur sa part dans le budget des familles nous a conduit à définir un nouveau concept, celui *d'agriculture paysanne* .

Une sorte de modèle de développement alternatif?

Ce serait un modèle d'agriculture qui arriverait à la fois à être une production de biens satisfaisants du point de vue santé/gustatif, qui en même temps au niveau écologique reposerait sur des formes de production adaptées et qui ensuite, au niveau des paysans, arriverait à rémunérer correctement leur travail. Nous essayons donc de travailler à un développement qui tienne compte de ce nouveau concept et qui déboucherait sur une sorte de "charte de production". Il faut réinventer un modèle qui s'oppose à celui qui domine depuis les années 60, le modèle productiviste. Ce nouveau modèle intègrerait à la fois des techniques de production mais aussi des méthodes de fixation des prix qui seraient différentes. Dans le pays où nous vivons, nous devons bien faire passer le revenu des paysans par la fixation des volumes de production et des prix. Bien sûr, dans d'autres pays c'est le troc (et pourquoi pas?) mais cela demande une agriculture très diversifiée et un tout autre mode de vie.

Nous travaillons donc dans cette direction avec des chercheurs. Par exemple des Bretons sont depuis plusieurs années sur des projets alternatifs concernant les prairies et l'alimentation des bovins en supprimant le maïs et les herbes qui nécessitent beaucoup d'engrais.

Il y a des groupes qui travaillent sur d'autres formes de graineries, sur des légumes qui ont besoin de moins d'azote etc... Ce sont des questions techniques mais qui en même temps veulent dire des choses au niveau politique et par rapport aux firmes agro-alimentaires, à la façon dont fonctionne tout le système de produits de substitution...

Actuellement en effet c'est la distribution qui commande. C'est elle qui monopolise jusqu'à la production, alors qu'elle contrôlait déjà la transformation. De plus en plus des chaînes de grandes surfaces contrôlent des abattoirs et en viennent maintenant à contrôler y compris des ateliers d'engraissement de porcs. *C'est la distribution qui fait le produit* , en fonction de ses besoins; en grande surface il faut que tout soit calibré. Par exemple un poulet de grande surface doit faire 1 kg 200. Et pour cela il faut une technique d'alimentation spéciale, et des espèces de poulets qui "poussent" très vite... mais qui "font de la flotte". Conclusion : maintenant au niveau mondial il reste *moins de dix variétés de poulets* . Parce que ce sont les grandes de firmes de distribution qui contrôlent la génétique. D'où une standardisation de la nourriture et l'élimination progressive des paysans n'entrant pas dans les normes de rentabilité.

C'est contre tout cela que nous nous battons et cela concerne tout le monde!

■

Abonnement 150F comprenant le journal bimensuel et la revue 4 fois par an/ pli fermé 170F/Soutien 200F/International 200F/Diffusion(2ex)260F/ Diffusion(5ex)500F/Chèques à l'ordre du Fil du Temps/Directeur de publication André Senez/Distribution NMPP/Commission paritaire 64461/ Dépôt légal 48858/Impression Rotographie/Editeur le Fil du Temps/Le Fil du temps BP602 75530 Paris cedex 11.